

«Il y a trop de lobbys dans la santé», selon le conseiller d'Etat Mathias Reynard

Encore 8,6% de hausse en 2024, le système de santé est-il à bout de souffle?

Oui, la situation devient intenable pour les ménages. Une réforme en profondeur du système doit être menée.

Vous appelez la Confédération à agir, mais, à son échelle, le canton peut-il aussi faire quelque chose? En faites-vous assez avec votre marge de manœuvre?

Il convient de rappeler que le Valais a la prime la plus basse des cantons romands. Nous avons pris beaucoup de mesures pour limiter les coûts: notamment en renforçant le maintien à domicile, en accélérant la prise en charge en pédopsychiatrie, en régulant les équipements lourds ou en menant des campagnes de prévention et de promotion de la santé. Comme celles des dépistages précoces du cancer du côlon et du sein ou une action diabète. Le travail se poursuivra encore avec la création de maisons

de garde pour décharger les urgences ou en développant le travail en réseau pour améliorer le suivi.

Vous demandez à Berne de lutter contre la surconsommation de prestations médico-techniques (IRM, scanner, salle d'opération). Est-ce que ce n'est pas au canton de réguler le nombre de ces appareils?

Oui, le canton a déjà limité le nombre d'équipements lourds, pour répondre aux besoins réels et éviter de créer une demande. C'est par contre à la Confédération de gérer les éléments liés à la structure tarifaire.

Vous réclamez plus de transparence. Ce système de santé en manque-t-il selon vous?



Les données actuellement reçues par les cantons dans le cadre de l'approbation des primes ne sont en aucun cas suffisantes pour un pilotage efficace et adéquat du système de santé. Elles ne permettent pas d'établir des projections de coûts fiables, ni de planifier les prestations de soins au plus près des besoins. Chaque canton n'obtenant que les données de son territoire, elles ne permettent pas non plus d'avoir une vision nationale de la situation.

Vous demandez aussi une réflexion large sur la gouvernance du système de santé. Il y a quelques semaines, Ruth Dreifuss, conseillère fédérale chargée de l'introduction de la LAMal en 1994, esti-

maît qu'il y avait trop de pilotes dans l'avion. Vous êtes d'accord avec elle?

Il y a trop de lobbys... Chaque acteur défend ses intérêts et, au final, on perd la vue d'ensemble. C'est pour cela que les ministres latins de la santé demandent une «constituante» du système de santé, pour que tout le monde tire à la même corde et que des solutions puissent se dégager.

Nonante mille assurés qui touchent des subsides, c'est plus du quart de la population du canton, mais est-ce suffisant face à cette nouvelle hausse de primes?

La Confédération mettra 11,1 millions de plus pour soutenir les assurés de condition économique modeste. Cette somme devrait nous permettre de soutenir autant de personnes que cette année. Mais avec l'inflation générale, cette hausse sera douloureuse pour de trop nombreux ménages. PFE